

Les organisations de personnel lancent les opérations contre la sortie de la LPers

**Communiqué de presse
16 mai 2018**

Quelque 80 personnes ont participé hier soir à l'assemblée organisée par la FEDE, l'ASI, l'ASMAF et SYNA. Ils sont déterminés à ne rien concéder au Conseil d'administration de l'HFR, au Conseil d'Etat et au Grand Conseil.

Le 15 mai, la FEDE et le SSP ont adressé une mise en demeure au Conseil d'Etat et au Bureau du Grand Conseil, leur enjoignant de « reporter le débat du 24 mai prochain autour de la sortie du personnel de l'HFR jusqu'au moment où tous les problèmes discutés depuis des années ou révélés ces derniers jours auront été traités avec pertinence et hauteur, et solutionnés à satisfaction. Un report de quelques mois permettrait à n'en pas douter, et sans grand dommage pour le canton qui connaît une situation financière favorable, de faire les choses de manière posée et correcte (*voir document joint*).

Si la situation n'était pas si sérieuse pour le personnel de l'HFR, on pourrait trouver l'attitude du Conseil d'Etat assez cocasse. Après avoir laissé dormir un rapport sur l'HFR dans ses tiroirs depuis 2015, il semble soudain très pressé de régler les problèmes, sans vouloir les résoudre vraiment puisqu'il transmet la patate chaude au Grand Conseil. C'est une attitude tout simplement consternante !

Le personnel ne la goûte pas du tout. Et il l'a dit hier soir dans l'assemblée : déjà à la

limite de ses forces en raison des difficultés de ses conditions de travail, il est offusqué de la manière dont le dossier a été empoigné par le Conseil d'administration de l'HFR et le Conseil d'Etat, sans juger bon de le consulter ne serait-ce qu'une seule fois pendant toutes les réflexions conduisant à la volonté de le sortir de la LPers. Les collaboratrices et les collaborateurs de l'HFR sont les mieux placés pour savoir qu'ils sont aujourd'hui les principales victimes de la gestion calamiteuse de l'HFR depuis plusieurs années. Et ils jugent pour le moins saumâtres de devoir payer l'addition pour les errements et les incompétences de leurs dirigeants. Ils rappellent que la force de l'HFR réside pour l'essentiel dans le travail, les compétences et l'expérience de son personnel et que péjorer les conditions de travail de ce dernier ne risque pas de le motiver pour se vouer corps et âme au redressement voulu par le CE et le CA.

Les personnes présentes à l'assemblée d'hier soir ont donc décidé que si le Conseil d'Etat et le Bureau du Grand Conseil n'acceptaient pas de reporter le débat sur la sortie de la LPers, il se mobiliserait et appellerait la population à le faire avec eux. Car ce dossier dépasse largement le seul personnel de l'HFR : il révèle un mépris des décideurs pour le personnel et une gouvernance farfelue des autorités fribourgeoises.

**Journée d'action prévue le mardi 22 mai
par la FEDE et le SSP**

- Pause débrayage entre 12h et 13h pendant la pause de midi au HFR et RFSM (rassemblement dans le hall des différents sites)
- Manifestation le soir à 18h sur la place Georges Python
- Le jeudi 24 mai, rassemblement devant le Grand Conseil à l'arrivée des député-e-s
- L'opportunité de mesures de grève a été discutée, le comité a proposé d'y renoncer.

L'assemblée a aussi appelé :

- Le Grand Conseil à refuser la motion de sortie de la LPers pour le personnel des soins (HFR et RFSM)
- Le Conseil d'Etat à renoncer à proposer au Grand Conseil un projet de loi séparé pour le personnel du HFR et du RFSM
- D'ouvrir sans délai des discussions avec les partenaires sociaux
- De nommer des responsables ouverts au dialogue tant au CA qu'à la Direction Générale

Annexe : Lettre au Conseil d'Etat

Bernard Fragnière

079 707 18 39

Président de la FEDE

FEDE, boulevard de Pérolles 8, case postale 533, 1701 Fribourg | tél. 026 309 26 40 | secretariat@fedech | www.fedech